



UN DEBUT D'ANNEE MUSCLE

POUR TOUT REABONNEMENT
- 15 JOURS - OFFERTS*
A TOUT CANAL+

AVENGERS : ENDGAME ET LES PLUS GRANDS FILMS VOUS ATTENDENT EN JANVIER SUR CANAL+

CANAL+ MALI

*Offre valable du 01/01/2020 au 31/01/2020 pour tout réabonnement jusqu'à la formule EVASION+. Bénéficiez de la formule TOUT CANAL+ offerte pendant 15 Jours. Voir conditions de l'offre auprès de votre distributeur agréé.

36 555
(COUT D'UN APPEL LOCAL)

LES BOUQUETS
CANAL+

PAGE

Prix : 300 FCFA

LE COMBAT

“ La tâche de l'intellectuel n'est pas de distribuer les aménités, mais d'énoncer ce qui est. Son propos n'est pas de séduire mais d'armer... ”

Régis Debray

Quotidien N° 3032

Mardi le 4 Février 2020

www.lecombat.fr

Législatives du 29 mars prochain

Le Premier ministre Boubou Cissé dans la ligne de mire du RPM

PAGE 7



Des pesticides non homologués sur le marché



Qui des Autorités ou des importateurs intoxiquent les Maliens ?

PAGE 3

**Recrutement de
15.300 enseignants**

**Le collectif des sortants
des IFM émet un avis
défavorable**

PAGE 3

Droit de savoir

**Procédures et lieux
de délivrance d'une
déclaration de TVA**

PAGE 7

ACTUALITÉ

**Samia Abdelghani, Conseillère principale
en fiscalité des relations internationales**

**« Cent à deux cents milliards sont perdus chaque
année par les États en voie de développement
à cause de la fraude fiscale »**

PAGE 2



DU COMBATTANT

**Une union
avortée !**

NUMEROS UTILES

Pompiers : 18
Police secours : 17
COMMISSARIATS DE POLICE
 1^{er} (Centre Commercial) : 20225137
 2^{ème} (Bolibana) : 20223429
 3^{ème} (Quinzambougou) : 20212361
 4^{ème} (Torokorobougou) Tél : 20224247
 5^{ème} (Lafiabougou) : Tel : 20.29.40.43
 6^{ème} (Korofina) : 20.24.68.48
 7^{ème} (Sogoniko) Tel : 20.20.09.81
 8^{ème} (Koulouba) Tel : 20.22.53.73
 9^{ème} (Sébénicoro) Tel : 20.79.42.75
 10^{ème} (Niamakoro) : 20.20.37.20
 11^{ème} (Kalaban) : 20.28.10.05
 12^{ème} (Boukassbougou) : 20.24.26.31
 13^{ème} (Yirimadio) : 20.20.53.07
 14^{ème} (ACI 2000) : Tel : 202037 20 /
 15^{ème} (Baco djicoroni ACI) : Tél : 20 28 38 33
AEROPORT-BAMAKO SENOU : 20.22.34.63
BIJ : 20-22-48-17
HÔPITAUX
 Point G : 20-22-50-03 / 20-22-50-0
 G. Touré : 20-22-27-12 / 20-23-07-80
 Kati : 20-27-20-65
BANQUES
 BDM : 20.22.44.61 / 20.22.20.50
 BIM s.a : 20.22.50.89
 BHM : 20.22.91.90 / 20.22.45.64
 BRS-Mali : 20.22.22.14
 BMS s.a : 22.23.50.43
 BNDA : 20.29.64.64
 BOA : 20.22.42.94
 BCEAO : 20.22.3757 / 20.22.37.58
 BCS : 20.21.01.83 / 20.21.05.35
 BICIM : 20.23.33.68 / 20.23.33.73
 ECOBANK : 20.70.06.00
 BSIC : 20.22.15.73 / 20.22.15.97
COMPAGNIES AERIENNES
 Renseignements SENOU : 20.20.27.01
 AFRIQYAH : 20.21.39.64
 AIR ALGERIE : 20.22.31.59
 AIR BURKINA : 20.21.01.78
 AIR FRANCE : 20.70.03.30
 AMAWAL VOYAGE : 20.23.54.70
 ETHIOPIAN AIRLINES : 20.22.60.36
 TUNIS AIR : 20.22.86.41
 AIR MAURITANIE : 20.22.56.05
 ROYAL AIR MAROC : 20.21.67.03
 POINT AFRIQUE : 20.23.57.76
 MALI AIR ESPRESS : 20.23.14.65
 CAM : 20.22.24.24
 AIR GABON : 20.23.52.07
 KENYA AIRWAYS : 20.22.12.35

LE COMBAT

Édité par le Groupe de presse Avenir
 Communication Mali sarl (GPAC-Mali-Sarl) au
 Capital de 1 000 000 FCFA
 Siège : Quartier Bougouba
 gpacmalilecombat@gmail.com
 WWW.lecombat.com

Tél :
 Récepissé : N°002/2011/PRB-CII
 RC N°MA.BKO.2016.8.1091
 NIF : 082238750 C

Fondatrice-Gérante
Directrice de Publication
Neïmatou Naïllé Coulibaly
Directeur Commercial
Cheick Oumar Keita / 66 91 40 40
Directeur de la Rédaction
Seydou Konaté

Rédaction Générale
Bathily Neïmatou Naïllé Coulibaly
Seydou Konaté
Bogodana Isidoré Théra
Sadio Bathily
Ahmad Ould Bilé
Adama A Haïdara
Djibril Coulibaly
Ada Djiga
K Komi

Service Commercial
Halimatou Traoré
Fanta Mady Kouyaté
Secrétariat : Zeïnabou Maïga

INFOGRAPHIE

Mohamed Sissoko

Impression : le Combat

Tirage : 3 000 exemplaire

Insécurité / Les responsables de la MINUSMA demandent plus de moyens pour faire face à la situation

« La Minusma dispose d'un mandat robuste, mais a besoin de plus de moyens », cette déclaration est de Jean Pierre Lacroix chef des opérations de paix de l'ONU. C'était au cours d'une conférence animée la semaine dernière. Cependant, il informe que malgré ces contraintes, les Nations Unies font « le maximum » pour réorganiser leur dispositif au Mali « afin d'être là où le besoin se fait le plus sentir ».

À l'issue d'une visite au Mali qui a pris fin jeudi dernier, le chef des opérations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a souligné l'importance d'une action collective de la Mission des Nations Unies, la MINUSMA, et de l'ensemble de ses partenaires pour ramener la stabilité dans cet État du Sahel.

La MINUSMA dispose désormais d'un mandat pour le centre du Mali et d'un autre pour le nord du pays. « Nous

souhaiterions faire plus avec davantage de moyens. Le mandat s'est élargi, mais les moyens de la Mission sont toujours les mêmes. Les États membres ne nous ont pas donné davantage de moyens », a déploré le Secrétaire général adjoint.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies regrette le fait que la Mission au Mali ne soit perçue « de manière trop exclusive » qu'à travers sa composante militaire. Ainsi selon Lacroix, les défis de

la MINUSMA ne résident pas tellement sur la question de son mandat. « Nous avons un mandat suffisamment robuste pour aller contrer les acteurs terroristes lorsqu'il le faut », a-t-il souligné. Il ajoute « je crois que ce qui est important est de continuer les efforts ». Il faut rappeler que lors d'un débat du Conseil de sécurité consacré au Mali le 15 janvier dernier, plusieurs membres de l'instance onusienne ont divergé sur la stratégie de la MINUSMA. À la rencontre, Paris avait souligné que la MINUSMA est une composante essentielle du dispositif international au Mali et qu'elle remplit des fonctions qu'aucun autre acteur n'est en mesure d'assurer.

Face à cette insécurité crois-

sante au Mali, les États-Unis avaient, de leur côté, suggéré que le Conseil de sécurité reconnaisse que la MINUSMA n'est pas forcément le meilleur moyen pour faire face au terrorisme dans la région. Washington avait proposé une évaluation claire de la Mission onusienne d'ici à juin. Il a souligné que cette dernière met l'accent sur la protection des civils, avant de suggérer de réduire sa taille pour allouer les ressources ainsi dégagées à des initiatives plus efficaces dans la lutte contre le terrorisme dans la région. Cette mission depuis un moment est rejetée par la population qui l'a toujours accusé d'être responsable de la recrudescence des attaques.

A. Haidara

Samia Abdelghani, Conseillère principale en fiscalité des relations internationales

« Cent à deux cents milliards sont perdus chaque année par les États en voie de développement à cause de la fraude fiscale »

« Cent à deux cents milliards sont perdus chaque année par les États en voie de développement à cause de la fraude fiscale. Une somme qui dépasse de loin l'aide publique au développement » c'est la triste révélation faite par Samia Abdelghani, conseillère principale en fiscalité des relations internationales et du développement centre de politique et d'administration fiscale. C'était au lancement du programme des inspecteurs des impôts sans frontières au Mali ce lundi 03 février 2020.

C'est d'ailleurs pour lutter contre ces immenses pertes au détriment des États que le Pnud et l'OCDE ont lancé en juillet 2015 un programme qui vise à renforcer les capacités des inspecteurs des impôts pour une meilleure « mobilisation des recettes fiscales » dira Jo Scheuer, représentant résident du Pnud au Mali. Selon lui, ce programme qui accompagne quelque 70 pays à travers le globe a déjà enregistré des résultats probants dans les 35 pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique où sa mise en œuvre a été effective en permettant d'« augmenter de 500 millions de dollars les recettes fiscales ».

Dans un contexte de mise



Photo de famille après la cérémonie

en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui nécessite l'investissement de plus de 100 millions de dollars par an, le représentant résident du Pnud estime que les États doivent mobiliser de façon optimale les ressources intérieures notamment celles fiscales.

Un défi que le Mali souhaite relever à travers le lancement de ce programme. Selon le directeur général des impôts, face aux nombreuses sollicitations du gouvernement pour l'amélioration des services sociaux de base, le pouvoir d'achat il urge de « lutter contre l'incivisme fiscal » d'où l'intérêt pour le Mali se doter de cette expertise.

Ce sentiment est partagé par Mahamadou Lamine Berthé, conseiller technique au mi-

nistère délégué en charge du budget pour qui, au vu des résultats engrangés par le programme dans les 35 pays, le Mali pourra « accroître ses recettes fiscales à deux chiffres à l'horizon 2021 ».

Pour l'atteinte de ces chiffres, il appelle les inspecteurs, à accepter d'apprendre et s'approprier de meilleures pratiques qui ont donné des résultats ailleurs au cours des 18 mois que va durer la formation. La recherche des informations économiques et financières et la synergie entre les différents services des impôts sont aussi selon lui des conditions pour tirer le maximum de profit de ce programme.

Une aubaine pour la réforme fiscale en cours

Le Mali a entamé sa réforme fiscale. Une réforme fiscale,

qui sera une priorité du Pnud au cours des cinq prochaines années a dit son représentant résident, Jo Scheuer. Au cours de ce programme de formation, l'experte René Gaëlle Coco va certainement aborder la question de cette réforme fiscale. En guise d'instruction, Mahamadou Lamine Berthé, conseiller technique au ministère délégué en charge du budget enchaîne que les manquements qui pourront être constatés doivent être corrigés afin d'améliorer le contenu de cette réforme.

L'objectif principal étant de recouvrer de façon optimale les recettes fiscales dans les secteurs des mines, des télécommunications et des industries pour « renflouer les caisses de l'État et permettre une meilleure gestion des finances publiques ».

Seydou Konaté

Des pesticides non homologués sur le marché

Qui des Autorités ou des importateurs intoxiquent les Maliens ?

Après une polémique autour de sa dangerosité, au moins 70 tubes de 600 millilitres d'insecticides de la marque « FATALA » ont été récemment saisis par la Direction régionale de l'Agriculture à Ségou. Outre ce cas, des allégations dont nous avons concoctées au cours d'une investigation révèlent que sur une vingtaine de pesticides sur le marché, six seulement sont homologués. D'où la question de savoir quelle est la nécessité des instances de régulation.

Importées de nulle part et sans aucune homologation conformément aux dispositions législatives régissant l'activité, plusieurs marques de pesticides parasitent les marchés maliens. Parmi les produits décriés, figure la marque « FATALA », qui serait importé par un certain Soya Yattassaye.

Pourtant, des mesures existent

Le contrôle de l'importation, de la fabrication, du conditionnement, du stockage, de l'utilisation et de la mise sur le marché des pesticides à usage domestique ou agricole relève des attributions spécifiques du service chargé du contrôle phytosanitaire en occurrence la Direction Nationale de l'Agriculture qui est affiliée au

comité sahélien des pesticides. La chaîne importatrice des pesticides non homologués dont la marque « FATALA » mettant en danger la santé commune doit être exposée à la rigueur des dispositions législatives ci-dessous de la loi N° 02-014 DU 03 JUIN 2002 instituant l'homologation et le contrôle des pesticides en République du Mali :

Article 3

Il est interdit d'importer, de fabriquer, de formuler, de conditionner ou de reconditionner, de stocker, d'utiliser ou de mettre sur le marché tout pesticide non homologué ou non autorisé

Article 4

L'importation, l'exportation, la fabrication, le conditionnement, le subordonné au respect de la réglementation relative à l'homologation et au contrôle des pesticides en vigueur

Article 6

Le contrôle des pesticides à l'importation et l'exportation s'effectue avant le cordon douanier. À cet effet, il peut s'effectuer à bord d'un navire sur les quais, dans les entrepôts, sur les wagons ou camions avant ou après le débarquement.

Le service chargé met à la disposition des services des douanes la liste actualisée des pesticides autorisés à l'importation après chaque session du comité sahélien des pesticides (CSP)



Image d'illustration

Chapitre IV : Des infractions et leur répression

Article 16

Sans préjudice des dispositions du Code pénal et du code des douanes, sont punis d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de cent mille francs à un million (1.000.000) de francs ou de l'une de ces deux peines seulement et sans préjudice des dommages et intérêts éventuels :

-Tous ceux qui, sauf dérogations accordées aux institutions spécialisées, pour des besoins de

recherche et d'expérimentation, importent, exportent, fabriquent, formulent, conditionnent, reconditionnent, stockent, utilisent ou mettent sur le marché, tout pesticide non homologué ou non autorisé ;

-Tout titulaire d'autorisation provisoire de vente qui omet de tenir un registre de gestion des pesticides ou refuse de mettre ce registre à la disposition des autorités chargées du contrôle, ou omet de le conserver cinq ans à compter de la date d'expiration des autorisations ou de l'homologation

logation

Article 17 : Sans préjudice d'application de la législation sur les fraudes et les falsifications en matière des produits et des services, est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans et d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs ou de l'une de ces deux peines seulement et sans préjudice des dommages et intérêts éventuels, quiconque :

-Modifie la composition chimique, biologique ou physique d'un produit ;
-Change la destination pour laquelle un produit a été autorisé ou homologué.

Article 18 : Sans préjudice des dispositions de l'Ordonnance N°92-021/P-CTSP du 13 avril 1992 instituant la liberté des prix et de la concurrence, est puni d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1 000 000) de francs et sans préjudice des dommages et intérêts éventuels, quiconque :

-Fait de la publicité pour un pesticide sans une autorisation provisoire de vente ou une homologation ;
-Mentionne dans la publicité des indications autres que celles mentionnées dans l'autorisation ou l'homologation.

Article 19 : Quiconque tente de s'opposer par la violence ou voie de fait à l'accomplissement par les agents assermentés chargés du contrôle des pesticides des missions qui leur ont été confiées est passible des peines prévues par le Code Pénal en la matière.

Article 20 : En cas de récidive, le maximum de l'amende est obligatoirement prononcé.

K Komi

Recrutement de 15.300 enseignants volontaires par le gouvernement

Le collectif des sortants des IFM émet un avis défavorable

Dans une déclaration rendue publique, le président du collectif des sortants des Instituts de formations des maîtres, Issa Dembélé, s'est prononcé sur le recrutement des 15300 enseignants volontaires. Selon ce collectif, il n'est pas question de participer à ce concours.

Si certains pensent trouver l'occasion de rentrer dans l'enseignement à travers cette crise entre les syndicats et le gouvernement, d'autres par contre comme les sortants des IFM ne l'adhèrent pas. « Après Concertation des membres de nos Cellules régionales et locales de : Tombouctou, Mopti, Kou-tiala, Koro, Kita, Sikasso, Kayes, Bamako et certains sortants de: (Kati, Bougouni, Côte-d'Ivoire, et du Gabon, États- Unis), la majorité a donné un avis défavorable à un recrutement volontaire », peut-on lire dans cette déclaration signée par le coordinateur Issa Dembélé.



Image d'illustration

Les membres du collectif disent accepter la décision de la majorité qui est de ne pas participer à ce concours. « Nous demandons à tous nos membres de rester fidèles à leurs propos ».

Toutefois, mentionne la déclaration que: « le Collectif n'empêchera personne de postuler », mais rappelle que « l'objectif du (CS IFM) reste l'intégration de tous les sortants dans la Fonction Publique des Collectivités ».

Et que le groupement mettra tout en œuvre dans les prochains

jours pour que leur objectif soit atteint. « Nous n'hésiterons pas à rapprocher toutes les personnes soucieuses de nos préoccupations », conclut la déclaration.

5^e Édition du festival Ogobagna / Au-delà de sa responsabilité sociale, Malitel promeut la culture malienne

La 5^e édition du festival culturel Ogobagna lancée, samedi 1^{er} février dernier, est un véritable rendez-vous culturel initié par l'Association Ginna Dogon. Initialement organisée en pays Dogon pour valoriser la culture et les richesses culturelles de cette ethnie, mais aussi des autres communautés au Mali, les conditions sécuritaires ont contraint les organisateurs de maintenir la flamme de ce festival et de le déplacer à la place du Cinquantenaire sur les rives du fleuve à Bamako. Pour l'occasion, Malitel, l'un des sponsors, a marqué sa présence pour rehausser la culture malienne.

Le festival Ogobagna, initialement avant la crise sécuritaire, se passait au pays Dogon. Et c'était une occasion pour les touristes et les autres communautés de découvrir le pays Dogon, ses mystères et sa culture, le Dogon et sa manière

« L'association Ginna Dogon est venue nous voir, par rapport à ce festival, on a accepté de participer pour deux raisons: d'abord, c'est de pouvoir perpétuer ce Festival, donc il fallait permettre la pérennisation de ce festival. La deuxième émane du fait que

Tamasheck, Malinké, Sarakolé Peul... Un moment de brassage culturel qui promeut le vivre-ensemble », a-t-il fait savoir avant d'ajouter que le Mali est un pays millénaire où il n'y a jamais eu de restriction par exemple un problème de mariage entre les eth-



Une capture du pupitre

de vivre entre autres.

En effet, les Dogons sont un peuple connu grâce à l'art et à la culture et surtout par rapport au travail, l'un des greniers en termes de production agricole. C'est une zone où les femmes produisent beaucoup d'oignon dans des conditions ubuesques sur les collines. De par la richesse culturelle de ce peuple bien connu par l'histoire, il est organisé depuis 5 ans un festival dénommé Ogobagna, ceci pour promouvoir les valeurs culturelles, mais aussi celle de paix et de la cohésion sociale. Fort de ces valeurs communes variées et aussi riches, que l'association Ginna Dongon promeut chaque année, l'opérateur de téléphonie mobile Malitel s'est proposé de soutenir l'initiative qui se situe dans sa participation sociale au développement en général, mais aussi culturel en particulier.

la culture est un levier de développement important pour cette zone », a précisé Sidy Mohamed Dembélé, secrétaire général de Sotelma-SA. Ce dernier, a-t-il précisé, depuis que la crise sécuritaire a commencé, les guides, les hôtels... qui vivent du tourisme ne tirent plus une manne financière dans ce secteur. Pour Malitel, il était important de transporter le pays Dogon au bord du fleuve, à Bamako plus sécurisé, pour faciliter l'accès aux populations afin de découvrir la culture, l'artisanat. L'appui de l'opérateur vise à rapprocher tous ces gens qui vivent de l'économie culturelle et touristique pour atténuer l'impact de la crise, explique le secrétaire général.

nies ou communautés.



Lors de la cérémonie

En dehors de notre responsabilité sociale d'entreprise qui nous commande d'aider toutes ces organisations par rapport au développement de la culture des



Le Représentant du DG lors de la cérémonie

sports, de l'Artisanat, etc., le secrétaire général de Sotelma dira que; la certification ISO 9001, version 2015, est une charte de qualité dont l'une des exigences pour Malitel est d'aider et de contribuer au développement d'autres secteurs autres que le domaine est la téléphonie mobile.

Pour rappel Malitel intervient dans d'autres activités et participera à travers de dons à la solidarité du mois d'octobre, à

l'humanitaire et sur le plan sanitaire en équipant les CESCO. Également, il participe à l'amélioration des conditions de vie des orphelins en faisant des dons aux différentes pouponnières qui s'occupent de ces enfants démunies. Sa collaboration au festival Ogobagna vise aussi à présenter les nouveaux produits mis aux services de la clientèle.

K Komi



L'ancien président ATT lors de la cérémonie



DU COMBATTANT

Une union avortée !

Incarcééré depuis septembre 2019 pour détournement La nouvelle est tombée hier lundi 03 janvier en début soirée. Annoncé en grande pompe, il y'a juste quelques jours, l'accord électoral conclu entre la CMAS de l'ancien président du Haut Conseil Islamique Imam Mahmoud Dicko et la CODEM du Ministre Poulo est désormais jeté dans le fleuve Djoliba. En tout cas, c'est du moins ce qui est à conclure à travers la suspension de la participation du mouvement aux élections législatives annoncées pour fin mars prochain.

L'organisation reconsidérera-t-elle cette décision ? D'une autre grille de lecture, ce retrait brutal de l'imam de Badalabougou peut être un « coup dur » au parti de la quenouille qui, sous le grand boubou de Dicko, rêvait déjà être majoritaire à l'hémicycle.

Le Fouineur

OFFRES D'EMPLOIS

LE COMBAT EN PARTENARIAT AVEC



ACTED

Référence : Chargé-Terrain/
KORO/01/2020
Département: REACH
Poste : Chargé de Terrain
Nombre de place : 01
Localisation: Koro
Date de début: immédiat

1. ACTED

ACTED est une ONG créée en 1993 dont l'objet est la mise en œuvre de programmes d'urgence, de reconstruction et de développement dans les pays en crise et en voie de développement. ACTED intervient aujourd'hui, dans 34 pays sur 5 zones (Asie, Afrique, Amérique, Europe et Moyen-Orient) et emploie environ 300 expatriés et près de 4000 nationaux.

1. Profil pays

ACTED est présente au Mali depuis avril 2012, date à laquelle une équipe a été envoyée afin de lancer des programmes d'urgence en réponse à la crise complexe que subit le pays. Depuis, ACTED a travaillé et travaille toujours dans différents secteurs d'intervention :

- sécurité alimentaire et appui à la relance économique
- lutte contre la malnutrition au niveau communautaire et sanitaire
- accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement
- appui à l'éducation et à la formation professionnelle
- appui des ménages retournés et rapatriés dans la reconstruction de leur abri
- appui multisectoriel aux déplacés internes et aux réfugiés

urbains, y compris en matière de prévention et de réduction des violences basées sur le genre

- Prévention et lutte contre la Maladie à Virus Ebola.

III. Profil de poste

En raison de la nature particulière du poste et à cause de l'évolution des programmes d'ACTED au Mali, la liste des responsabilités ci-dessous n'est pas exhaustive. L'employé peut être amené à effectuer d'autres tâches non mentionnées dans ses termes de référence, pourvu que celles-ci ne le détournent pas du descriptif de son poste.

Poste Chargé de Terrain
Département REACH
Responsable Hiérarchique
Responsable Terrain
Lieu Koro avec des missions fréquentes sur Sévaré/Mopti (région de Mopti)

1. OBJECTIFS DU POSTE

Le Chargé de Terrain est responsable de soutenir la bonne mise en œuvre des enquêtes REACH sous la supervision du coordinateur Terrain. Les fonctions primaires de ce poste sont d'appuyer le coordinateur terrain :

- soutien à planification des enquêtes REACH
- soutien à la mise en œuvre des enquêtes
- soutien et suivi sur le contrôle qualité des enquêtes REACH.

2. TACHES ET RESPONSABILITES

I) Soutien à planification des enquêtes REACH

- Appuyer la communication avec les autorités locales et les partenaires de l'enquête
- Soutenir le recrutement d'enquêteurs
- Soutenir l'organisation des formations
- Soutenir l'identification de partenaires pour la mise en œuvre des enquêtes
- Assurer le soutien logistique pour la formation des enquêteurs
- Assurer la documentation des réunions de travail et des formations
- Assurer la bonne configuration des questionnaires sur les plateformes digitales (Kobo, ODK) les appareils mobiles
- Formation des enquêteurs sur les outils de collecte de données
- Préparation et du matériel d'enquête et essai terrain des formulaires

ii) Soutien à la mise en œuvre des enquêtes

- Gestion des chefs d'équipes terrains
- Assurer un suivi régulier des activités d'enquêtes (progrès, barrières)
- Soutien aux équipes d'ACTED pour la logistique liée aux enquêtes (identification d'hôtels, achats de crédit téléphonique)
- Production de rapport journalier sur les enquêtes
- Production de rapport hebdomadaire sur la situation terrain

iii) Soutien et suivi sur le contrôle qualité des enquêtes REACH

- Effectuer en étroite collaboration avec le chargé de gestion

d'information et base des données les exercices de vérification des données

- Effectuer les appels de vérification en cas de besoin de clarification

3. COMPETENCES REQUISES

1. Diplôme d'études supérieures niveau licence
2. Au moins deux années d'expérience au sein d'une structure non-lucrative liées à la logistique, les programmes et/ou le suivi et évaluation, la supervision d'enquêtes
3. Expérience confirmée dans des rôles de soutien à la mise en œuvre de programmes (ministère, ONG, Banque Mondiale, Nations Unies)
4. Excellentes connaissances des logiciels de bureau Microsoft (Outlook, Word, Excel et Powerpoint)
5. Connaissance d'outils de collecte de données désirable (Kobo, ODK Collect, ONA)
6. Excellentes capacités de prise d'initiatives et autonomie
7. Excellentes capacités relationnelles
8. Adaptabilité à une équipe multiculturelle
9. Excellentes capacités de planification logistique
10. Attention pour le détail
11. Professionnalisme

CONFIDENTIALITE

A la fin de son contrat, le Chargé s'engage à ne pas divulguer ni mettre à la disposition de quelques structures que se soient, les documents, fichiers et informations auxquels il a eu accès tout au long de son affectation au sein des équipes ACTED.

1. Conditions

Salaire défini en fonction de la grille des salaires ACTED.

1. Lieu de travail:

Ce poste est basé à Koro mais l'agent peut être amené à effectuer des missions ailleurs au Mali en fonction des besoins d'ACTED.

VII. Pour postuler

Merci de nous faire parvenir au plus tard le 07 Février 2020 à 17h00, votre candidature en français avec :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum vitae ne dépassant pas 03 pages ;
- Les copies de(s) diplôme(s) (aucun original ne sera accepté) ;
- Les copies des attestations de services rendus.

A l'adresse suivante : mali.jobs@acted.org Avec en référence dans l'objet : Chargé-Terrain/KORO/01/2020 Ou de déposer vos dossiers à l'adresse ci-dessous :

Référence : Chargé-Terrain/
KORO/01/2020
ACTED Mali/Bamako/Koro/
Gao/Douentza ou Ménaka
BP E 985, Rue 145, porte 612
Quartier Korofina Nord,
Bamako, Mali

NB : • Aucune candidature ne sera retenue sans remplir les conditions ci-dessus

- Les dossiers remis ne seront pas restitués
- Seuls les candidats pré-sélectionnés seront contactés

CEC INTERNATIONAL

RECRUTEMENT

CEC International, Cabinet International de Consultants recrute pour le compte d'un de ses clients, nouvel acteur spécialisé dans le domaine du « Transport urbain, Interurbain et International », un Comptable H-F basé à Sikasso.

Nombres de poste à pourvoir : 01

Description du Poste :

Le comptable est garant de la santé financière de la gare de Sikasso et rend compte au comptable du bureau de Bamako.

Activités principales

- Tenir la comptabilité de la gare
- Accueillir les clients
- Vendre les tickets au besoin
- Effectuer la déclaration mensuelle auprès des autorités
- Faire les pointages des pièces comptables

- S'assurer des de l'exhaustivité des documents
- Gérer les stocks de produits en réserve
- Tenir un planning hebdomadaire des activités de la gare
- Superviser les entretiens et réparation des véhicules
- Effectuer les démarches pour accroître les collaborations entre l'entreprise et les garages, autorités, particuliers...
- S'assurer de la sécurité des bagages passagers
- Promouvoir l'image et la notoriété de l'entreprise

- Etre attentif aux évolutions du marché et aux offres de la concurrence afin d'adapter en permanence les offres de l'entreprise
 - Reporter à la Direction
- Qualification :
- Les candidats au poste doivent :
- Avoir au minimum le diplôme de BT en comptabilité
 - Résider à Sikasso ou apte à résider à Sikasso
 - Être Précis, rigoureux, capables de travailler sous pression et faire preuve d'une grande disponibilité.

- Être aptes à superviser et coordonner une équipe (Chargeurs, apprentis...)
 - Courtoisie et dynamisme
- Les intéressés sont priés de faire parvenir un CV & lettre de motivation à l'adresse mail suivant : cecinternational@yahoo.com avant le 28 Février 2020.
- Où déposé le dossier physique au siège de CEC INTERNATIONAL à ACI 2000 Immeuble T3S, 1er Etage Rue 341 Porte 20 près du rond-point de l'obélisque BP : 2160 Bamako. Tel : +223 20225959

Agence Nationale pour l'emploi (ANPE)

Pour des informations quotidiennes par rapport aux offres d'emplois , appels d'offres ,avis de formation ,opportunité d'affaires ,consultez : www.anpe.org

Dr Anasser Ag Rhissa, Expert Emblématique de la Paix au Mali

Vrai Instigateur depuis 2012 du DNI et depuis 2011/2012 de la Coalition régionale et internationale contre le terrorisme au Mali et dans la zone sahel

Ainsi, par la décentralisation, la démocratie, la citoyenneté, la gouvernance participative, la cohésion, les identités locale et nationale, l'équité de traitement des collectivités territoriales, des communautés et des citoyens à travers le développement équitable et la solidarité, la reconstruction de l'unité nationale et la réconciliation nationale seront faciles et seront admises par toutes les communautés et tous les citoyens.

Vous trouverez des éléments de cette proposition, qui utilise des moyens efficaces tels que la démocratie, la citoyenneté, la gouvernance participative, la résilience (capacités d'adaptation face aux problèmes et aux risques), la durabilité (prise en compte des besoins de la génération actuelle sans oublier les générations futures), la cohésion et l'identité, pour que les Maliens puissent ensemble trouver une solution durable à la crise Malienne, à l'adresse internet suivante :

<http://www.maliweb.net/news/contributions/2012/06/19/article-74068.html>

6. Lien avec la transition au Mali et résolution du problème Malien

Pour résorber la crise, le gouvernement de transition du Mali a retenu la négociation comme option prioritaire. Si cette dernière échoue, l'option militaire sera utilisée.

Pour plus de précision et pour minimiser les dégâts collatéraux, je propose au gouvernement d'utiliser une guerre informationnelle (guerre stratégique de renseignements judicieusement collectés, corrélés et vérifiés) au lieu d'une guerre classique, comme vu au chapitre 4.

Associer la population Malienne aux décisions et à la sécurité est primordiale. Ainsi, elle épaulera le gouvernement pour résoudre le problème du Mali, en particulier le problème sécuritaire. Pour ce faire, c'est une excellente idée que le Président ait proposé le haut conseil de l'Etat et ses composantes, la commission aux négociations et le comité national de transition (conseil consultatif) pour servir de cadre de dialogue



Dr ANASSER AG RHISSA, Expert TIC, Gouvernance et Sécurité

Mais, malgré le fait que ce conseil consultatif intègre la société civile, les dignitaires religieux, les opérateurs économiques, les militaires et les acteurs politiques, n'est-il pas judicieux de créer un tel conseil dans chaque région du Mali avec un conseil consultatif global indépendant centralisant les décisions, ce dernier devant coopérer avec le gouvernement de la transition ?

Sûrement, l'intérêt étant de préparer périodiquement une conférence globale de compromis à laquelle devront participer tous ces comités pour une consultation plus large et pour des bilans périodiques reflétant les avis de tous les Maliens.

Le comité national de transition (CNT) peut jouer le rôle de ce conseil consultatif global.

Avec cette approche consensuelle globale et participative, identique à l'approche globale (voir le chapitre 3.2) utilisée pour les conférences de compromis et les consultations nationales, voir au chapitre précédent, la consultation sera plus large et plus significative :

(1) pour résoudre efficacement les problèmes du Mali en garantissant l'unité nationale et la réconciliation,

(2) pour accompagner efficacement la transition.

7. Lien avec la proposition de la médiation de la CEDEAO

La solution que je propose pour résoudre le problème Malien

pourra servir de plate-forme, globale et négociée, en complément de celle de la CEDEAO.

Elle se distingue de celle de cette dernière par :

(1) les compromis à travers les conférences de compromis intégrant les différentes communautés et tous les citoyens du Mali,

(2) les aspects intelligence collective qui aideront à résoudre, entre autres, les problèmes de terrorisme en utilisant la coopération avec la population Malienne, avec les pays voisins et au niveau international à travers une base d'intelligence stratégique (base d'informations et de renseignements stratégiques). Ainsi, les actions contre le terrorisme seront mieux ciblées et plus maîtrisées.

La CEDEAO opte pour l'utilisation de la force (la guerre) si la négociation échoue. Dans ce cas, n'y aura-t-il pas plus de dégâts collatéraux à cause de la non maîtrise du terrain et du fait que la guerre sera urbaine car les terroristes se mélangeront à la population ?

Dans ma proposition, une guerre informationnelle collective est utilisée à travers l'intelligence collective et la participation de tous.

Les technologies d'Information et Communication (TIC) seront utilisées pour l'implantation de la base d'intelligence stratégique support.

8. Conclusion

Après avoir sécurisé la popula-

tion Malienne et la transition par les FDS (Forces de défense et Sécurité) du Mali, avec plus tard le renfort par le contingent militaire de la CEDEAO/UA/ONU, l'engagement coordonné de tous les Maliens, de la région Sahel, de l'Afrique et des partenaires au niveau international, est nécessaire pour sauver le Mali, en particulier pour vaincre l'insécurité liée au terrorisme et pour faire régner la paix et la quiétude nécessaires pour impulser le développement durable et équitable du Mali.

Compte-tenu des conséquences imprévisibles de la guerre, la proposition de la solution consensuelle négociée intégrera tous les Maliens, à travers des conférences de compromis, garantira l'unité et la réconciliation entre toutes les collectivités territoriales, toutes les communautés et tous les Maliens et éliminera en douceur le terrorisme à travers une base stratégique d'intelligence collective (guerre informationnelle collective).

Elle permettra de partir des consultations et des négociations pour aboutir à une sortie durable et honorable pour tous de la crise Malienne en utilisant une guerre stratégique de renseignements, sans guerre classique et avec le moins de dégâts collatéraux possible, avec le bonheur de tous les Maliens d'avoir été utiles en ayant participé à sa résolution.

S'appuyant sur ma proposition concernant la gouvernance, l'utilité des consultations nationales, des négociations et sur ma proposition de sortie durable de la crise, le guide et la plate-forme, de concertations nationales et de négociation pour une sortie

durable et honorable pour tous de la crise Malienne, proposés peuvent être utilisés par tous les Maliens pour leur faciliter la participation à l'élan harmonisé national et international (CEDEAO/UA/ONU) pour aider à trouver une solution pérenne à la crise tout en garantissant la paix, la sécurité, l'unité nationale et la réconciliation nationale.

Ils peuvent être utilisés par le comité d'organisation des consultations nationales comme guide pour tous et comme une des bases de discussions.

Ils peuvent aussi être utilisés par le médiateur comme plateforme de négociation entre les parties prenantes (les représentants du gouvernement de transition, les représentants des partis politiques, la société civile, les Maliens n'acceptant pas le terrorisme, les groupes armés MNLA et Ansar Dine acceptant les principes (non impunité et respect des droits de l'homme) et conditions (dépôt des armes, respect de l'intégrité territoriale de la laïcité) sur lesquels se reposent les concertations et négociations).

9. Contact

Dr ANASSER AG RHISSA
Expert TIC et Gouvernance
E-mail : Anasser_AgRhissa@yahoo.fr

10. Références

[1] Dr ANASSER AG RHISSA, Guide et Plateforme de concertations nationales et de négociation pour une sortie durable de la crise Malienne, 19 et 21 Novembre 2012, lettre ouverte en ligne parue sur plusieurs médias (ba ma da, mali web, agora21, ...).

[2] Dr ANASSER AG RHISSA, [Proposition] Gouvernance, Utilité des concertations nationales et sortie de crise au Mali, lettre ouverte en ligne parue le 17 novembre 2012 sur plusieurs médias (ba ma da, mali web, agora21, ...);

[3] Dr ANASSER AG RHISSA, Mali : Sécuriser la population puis opter pour une sortie de crise honorable pour tous en garantissant la réconciliation et l'unité nationales par une solution négociée via une conférence globale de compromis entre Maliens, lettre ouverte en ligne parue le 02 JUILLET 2012 sur plusieurs médias (ba ma da, mali web, agora21, aïtma, ...).

Législatives du 29 mars prochain

Le premier ministre boubou cissé dans la ligne de mire du RPM

L'Assemblée nationale actuelle, qui existe en la forme grâce à deux prorogations de son mandat par des lois organiques, sera renouvelée à l'issue de nouvelles élections programmées pour le 29 mars 2020. Mais ces consultations seront-elles transparentes et crédibles? La question hante frénétiquement les esprits.

Pas que l'on ne souhaite vivre ces échéances sées apporter du sang neuf à la démocratie, de la légitimité à l'institution parlementaire et aux autres institutions qui normalement découlent d'elle et dont elle contrôle en principe la légalité des actes, mais parce que, depuis les événements déplorable et regrettables du 22 mars 2012 et la présidentielle et autres élections qui ont suivi, le pays vit au rythme de vaudevilles politiques. Les élections législatives annoncées pour se tenir le 29 mars prochain sont, à ce titre, comme une sorte de retour à la régularité, à la légalité, donc une sorte de rectification de tendances déviationnistes que la seule situation d'insécurité et de guerre ne peut justifier à satisfaction. L'opposition, on le sait avec clarté maintenant, malgré tous les soupçons de fraudes, voire de mascarades qu'elle dénonce, a engagé ses troupes à aborder les élections à venir avec vigilance et détermination afin de ne pas se laisser doubler sur la droite. Pour ne citer que Konimba Sidibé par-

mi ses leaders s'exprimant en bambara, «le pouvoir trouvera les Maliens sur son chemin dans ses manœuvres de tricheries qui lui sont congénitales». Les joutes seront donc sans ménagements ni concessions dans la nouvelle épreuve de nerfs en perspective. La majorité, si tant est qu'elle existe, n'en est pas à moins de détermination. C'est d'ailleurs dans ce qu'il convient de considérer comme majorité que les coups de Jarnac risquent d'être florissants. En effet, tout compte fait, les prochaines législatives seront les dernières de l'ère IBK, et peut-être, à défaut d'être certainement, la fin d'une époque où l'Adema-Pasj et les nombreuses formations politiques nées de ses entrailles ont dominé, plus ou moins directement ou indirectement, la vie politique nationale de 1992 à nos jours. L'intermède 2002-2012, qui a vu le Général Amadou Toumani Touré s'emparer du pouvoir après une mise à la retraite anticipée de l'armée, et avec la bienveillante complicité et non moins stratégique manoeuvrage de Alpha Oumar



Le PM Boubou Cissé et le président du RPM Bokary Tréta

Konaré, a consacré la mise sous éteignoir des partis politiques classiques, parmi les plus grands d'ailleurs, dont l'Adema-Pasj et le MIRIA, qui n'ont sauvé leur vie qu'en se mettant sous perfusion au nom d'un principe devenu sacro-saint de «soutenir l'action du président ATT». Un président certes, héros du 26 mars 1991, mais vite mué en abat-jour pour des partis politiques du Mouvement démocratique, lesquels ont tous perdu l'enthousiasme et la combativité de leur légitimité historique. Toute l'initiative historico-politique a été l'apanage du seul Amadou Toumani Touré qui, manifestement, d'ailleurs de toute évidence, ne parvenait plus à brider ses ambitions pour un futur qui avait maille à partir avec une limitation de mandats à deux. Un parti en son nom et pour son avenir était même né ; une volonté largement favorisée par l'abstention de l'Adema-Pasj à présenter son propre candidat à l'élection présidentielle de 2007. Ceci est une histoire sur laquelle les historiens auront à promener leur lanterne. Aujourd'hui, la situation se présente différemment, mais elle a au-dessus d'elle les pesanteurs du passé. À partir de 2013, dans une situation embrouillée, étriquée et grosse de mille incertitudes, Ibrahim Bou-bacar Keita a été élu président de la République avec plus de 77% des suffrages, un score à la Soviétique dans un pays où 150 partis politiques se disputent l'échiquier. Il devient vite un

roi dans un système multipartisan sclérosé et il fera peu cas des amarres avec sa formation d'origine, le Rpm. Jamais, en sept ans maintenant, il ne choisira son Premier ministre dans les rangs de ce parti dit du tisserand qui est son tremplin, en tout cas dans l'imaginaire populaire. Pour quelles raisons précises ? IBK ne s'exprimera jamais publiquement sur la question. Mais les Maliens savent qu'en dehors de son ombre tutélaire, le Rpm n'est pas, en réalité, un foudre de guerre. En plus, chaque fois que ses cadres ont été désignés à des postes stratégiques, il s'en est toujours suivi des magouilles, voire pires. Autant pour IBK, qui connaît mieux que ses propres veines les ouailles politiques qui gravitent autour de lui, choisir des hommes hors sérail, comme Oumar Tatam Ly ou autres Modibo Keita ou Idrissa Abdoulaye Maïga, pour le poste de chef de gouvernement, peu lui importe les fortunes qui vont avec ces choix. Ce sont ces avatars qui plongent maintenant la chapelle Rpm dans l'anxiété quant à l'avenir proche. De quoi sera fait demain pour Dr. Tréta et ses compagnons quand IBK se retirera en 2023? Cette question est au cœur d'une grande réflexion. Un parti politique, dont le Champion incontesté a été Premier ministre pendant plus de six ans et président de la République durant deux mandats successifs, doit-il devenir flottant sur l'échiquier, plonger dans l'abîme? Le parti

Rpm ne peut compter sur IBK qui lui a tenu tête sur toutes les questions d'envergure et qui, d'ailleurs, n'a pas souvent manqué de dire sa déception des hommes de céans. Que faut-il faire? C'est là que les prochaines législatives semblent donner une opportunité de rédemption pour le parti du tisserand, si rédemption est possible. Question de vie et de mort, il faut que le Rpm gagne une majorité confortable à l'issue des élections, de telle sorte à disposer d'un nombre important de députés qui seront des relais efficaces sur le terrain en 2023. Mais comment parvenir à réussir cette gageure? Le Premier ministre, Dr. Boubou Cissé, n'est pas vu comme un allié du Rpm. Qu'à cela ne tienne, il a la jeunesse avec lui, et aussi un parcours ministériel appréciable. Pas que ça. Boubou Cissé a de plus en plus des mouvements en sa faveur, qui se consolident en réseaux politiques. Or, au sein du Rpm, il n'y a plus un homme qui peut lui disputer l'aura, l'expérience et une certaine base populaire. Faut-il tenter un forcing qui amène IBK à choisir un Rpm pur jus comme Premier ministre à la faveur de l'anniversaire du 26 mars prochain, à trois petits jours de la tenue des prochaines législatives ? Même si l'on n'est pas du tout sûr que IBK acceptera de jouer ce jeu, Dr. Boubou Cissé n'est pas moins au cœur des discussions entre Rpmistes. Il est dans leur ligne de mire.

Seydou Moussa Bah

Droit de savoir / Procédures et lieux de délivrance d'une déclaration de TVA

paiement de la TVA pour être en règle avec l'administration fiscale (Direction nationale ou régionale des Impôts).

Cette obligation déclarative incombe à tout contribuable au plus tard le 15 de chaque mois.

• Qui peut initier la démarche ?

- Le contribuable ou son mandataire (le comptable, le conseiller fiscal, l'avocat etc.).
- Le formulaire de déclaration dûment rempli est fourni par les Impôts.
- Obligations de l'utilisateur.
- L'obligation de déclarer au plus tard le 15 de chaque mois les opérations réalisées le mois précédent.
- L'obligation de payer les sommes dues (18% dans toute la zone UEMOA) sous peine de sanctions notamment les indemnités de retard, amendes et pénalités.

S'il y a un montant de TVA net dégagé sur la déclaration, celui-ci doit être immédiatement acquitté auprès du chef du bureau de recouvrement du Centre des impôts territoriale-ment compétent.

COUT LEGAL :

- Gratuit

- Nature de la pièce délivrée : une quittance de paiement et/ou un récépissé de déclaration.

DELAI D'OBTENTION :

Immédiat

SERVICE EN LIGNE ET FORMULAIRE :

<http://www.dgi.gouv.ml/>

SERVICES A CONTACTER :

Direction Générale Des Impôts
Tel : 00(223)229-99-18/00(223)229-25-29
Adresse : Hamdallaye ACI
2000 Bamako Mali BP 776

Yémen / des malades évacués de Sanaa par avion, une première depuis 2016

Sept enfants malades ont embarqué, avec leurs accompagnateurs, à bord d'un avion qui a décollé de Sanaa à destination d'Amman, selon un correspondant de l'AFP. L'aéroport de Sanaa est fermé aux vols commerciaux depuis 2016.

« C'est une journée très importante. C'est le premier vol du pont aérien médical. Ce sont des patients qui souffrent de maladies qui ne peuvent pas être traitées au Yémen et ils seront emmenés en Jordanie », a déclaré aux journalistes Lise Grande, coordinatrice de l'ONU au Yémen.

Le conflit dans ce pays le plus pauvre de la péninsule arabique a provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations unies. Il oppose les rebelles Houthis soutenus par l'Iran, et qui se sont emparés de Sanaa en 2014, aux forces du gouvernement appuyées par une coalition militaire menée par l'Arabie saoudite.

En novembre, la coalition sous commandement saoudien, qui contrôle l'espace aérien du Yémen,



a annoncé que les patients ayant besoin de soins médicaux seraient autorisés à quitter l'aéroport de Sanaa. Le mois dernier, l'émissaire spécial de l'ONU Martin Griffiths avait annoncé que 30 patients yéménites seraient évacués pour recevoir des « soins médicaux non disponibles au Yémen ».

Selon diverses organisations huma-

nitaires, la guerre au Yémen a fait des dizaines de milliers de morts, essentiellement des civils, depuis l'intervention en 2015 de Ryad et sa coalition. Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux tiers de la population, ont besoin d'assistance, selon l'ONU.

(avec AFP)

Burkina Faso / l'espoir ruiné de retour des déplacés de Silgadji



Par une nuit de juillet dernier, 605 personnes – dont la moitié des enfants – sont arrivées ici à Pazani, à quelques kilomètres de Ouagadougou, fuyant le nord du pays. Leur village Silgadji avait subi plusieurs incursions jihadistes.

« Premièrement, ils sont venus capturer le prêtre qui venait faire l'évangile dans notre village, se souvient Ali Tapsoba, l'un de ces déplacés. On ne l'a pas retrouvé. En avril, ils ont tué notre pasteur avec six personnes. Après cette attaque, au moment de la fête

du ramadan, ils ont tué l'imam et treize personnes. Donc, on s'est dit que si ça continuait comme ça, il fallait qu'on parte pour notre sécurité, pour notre vie. »

Huit mois plus tard, le 25 janvier dernier, Silgadji a encore été la cible des jihadistes. L'attaque a fait 39 morts. « Avec l'attaque de la semaine dernière, actuellement, il n'y a plus personne au village. »

Aujourd'hui, les maigres espoirs de retour à Silgadji de ces déplacés se sont envolés. Sidick Sawadogo, 65 ans, est l'un de leurs doyens. « On ne pensait pas que ça allait durer comme ça. Pour nous, ça devait

être une question de semaines. Mais maintenant, vu comme les choses tournent et qu'on est là depuis des mois, on ne sait pas si on reverra notre village. »

A Pazani, ces déplacés ont été bien accueillis par les familles du coin. Des villageois qui ont d'abord ouvert leurs écoles puis leur ont laissé certaines bâtisses en construction. Les hommes sont partis chercher du travail comme mineurs dans le Sud. Les femmes et les enfants reçoivent depuis quelque temps l'aide d'associations, organisations ou de personnalités ouagalaises.

Brèves

Alger et Tunis sur la même longueur d'onde sur la Libye

Le président tunisien Kaïs Saïed a effectué dimanche à Alger sa première visite officielle à l'étranger, après trois mois au pouvoir. Une visite d'État, pendant laquelle le chef d'État tunisien s'est entretenu avec son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune sur les dossiers libyen, palestinien, mais aussi sur les questions bilatérales.

Avec notre correspondante à Alger, Leïla Beratto
Alors que les Tunisiens étaient absents de la Conférence de Berlin, Alger et Tunis semblent être sur la même longueur d'onde sur la Libye.

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a annoncé qu'Alger et Tunis organiseraient une série de rencontres avec toutes les parties et toutes les tribus pour parvenir à des élections. « Et cela pour arriver à la construction des fondations d'un État libyen démocratique. À condition que cette proposition soit acceptée par ceux – pas à l'intérieur, mais à l'extérieur – ceux qui contrôlent la décision en Libye. Que ce soit l'ONU ou les pays européens », a précisé le président Abdelmadjid Tebboune.

Cette visite de Kaïs Saïed était aussi l'occasion pour les deux présidents de parler de leur « futur commun », selon l'expression utilisée par le président tunisien.

Abdelmadjid Tebboune a ainsi annoncé que l'Algérie allait soutenir la Tunisie face à ses difficultés économiques. « Nous avons décidé de déposer 150 millions de dollars dans la banque centrale tunisienne, comme garantie. Et nous continuons les facilités de paiement pour l'approvisionnement en gaz et en hydrocarbures, jusqu'à ce que la Tunisie est les moyens de payer », a indiqué le président algérien.

Les deux pays ont également affirmé qu'ils poursuivraient leur coopération dans la lutte anti-terroriste. Le président algérien se rendra en Tunisie après la formation du gouvernement.

Afrique du Sud / un scandale sexuel pousse le maire de Pretoria à la démission

L'Alliance démocratique a déjà perdu ses deux principaux étendards il y a 3 mois : l'ancien leader Mmusi Maimane et l'ancien maire de Johannesburg Herman Mashaba. Dimanche, c'est le maire la municipalité de Tshwane – qui englobe la capitale Pretoria – qui a été forcé à la démission. Non pas pour des raisons politiques cette fois-ci, mais en raison d'un scandale sexuel.

Avec notre correspondant à Johannesburg, Noé Hochet-Bodin

Stevens Mokgalapa échappera finalement à la motion de défiance que s'apprêtaient à porter les deux partis concurrents l'ANC et l'EFF. Le désormais ex-maire a été forcé à la démission par son propre camp, son parti, la DA (Alliance démocratique).

En cause, un enregistrement sonore particulièrement embarrassant, que la presse sud-africaine a nommé « sexe et ragots ». On y entend le maire en action avec sa maîtresse, la conseillère municipale en charge des transports. Mais pas seulement.

On l'entend aussi parler des divisions internes du parti, il traite une collègue de sorcière, et se targue de détourner des biens publics de la municipalité pour son plaisir personnel.

Trop donc pour la DA, qui a décidé de l'évincer. Le parti, en pleine tourmente, se serait bien passé de ce scandale. En effet, après sa déroute électorale l'an dernier à la présidentielle, la DA devra faire face à un nouveau rival.

Herman Mashaba, ancien pensionnaire du parti, va créer sa propre organisation dans cinq mois. Il devrait attirer un nombre important de votants généralement acquis à l'Alliance démocratique.

INSOLITE

Un éleveur meurt dévoré par ses cochons



Le drame s'est produit à Lubin, à 400 kilomètres à l'ouest de Varsovie, en Pologne.

Un fermier, âgé de 72 ans, a été dévoré par ses cochons qu'il élevait dans sa ferme.

C'est son voisin qui, inquiet de ne plus avoir de nouvelles depuis le Nouvel An, a fait la macabre découverte.

En pénétrant dans son exploitation, il est tombé sur les restes humains de l'éleveur.

On ignore cependant si le septuagénaire était en vie et conscient lorsqu'il a été mangé, ou si ses animaux l'ont mangé alors qu'il était déjà mort ou inconscient, à la suite d'un malaise, par exemple.

Les autorités ont fait savoir que les cochons allaient être euthanasiés mais que leur viande n'allait pas être vendue pour une consommation humaine.

FAITS DIVERS

Il poignarde sa femme à 6 reprises puis se pend sur la terrasse



Les faits se sont déroulés dimanche dans une maison isolée de Saint-Marc-Jaumegarde, près d'Aix-en-Provence, dans les Bouches du Rhône.

Un homme, âgé d'une soixantaine d'années, a poignardé à six reprises sa compagne, âgée de 64 ans. Puis le sexagénaire a mis fin à ses jours en se pendant dans la terrasse.

Ce sont les enfants qui, inquiets de ne plus avoir de nouvelles, ont donné l'alerte.

Les secours, arrivés sur les lieux, n'ont pu que constater le décès du mari. Quant à l'épouse, elle a été transportée à l'hôpital par hélicoptère.

Lundi matin, après avoir subi une opération et avoir été plongée dans le coma, elle semblait hors de danger selon les médecins.

Le couple était en instance de séparation.

Cuisine

Tajine de veau aux oignons, miel et safran

INGREDIENTS

- 1 kg d'oignons
- 1,5 kg de veau à braiser
- 1/2 cuillère à café de cannelle en poudre
- 1 cuillère à café de gingembre en poudre
- 1 dosette de pistils de safran
- 1/2 citron
- 3 cuillères à soupe de miel
- 1 cuillère à soupe de sucre en poudre
- 3 cuillères à soupe d'huile d'olive
- 1 pincée de sel,
- 1 pincée de poivre

préparations

Pelez et émincez finement les oignons. un tajine savoureux,

salez les morceaux de viande des deux côtés. Dans une cocotte, faites chauffer l'huile. Déposez la viande et laissez-la cuire 5 min, sans la bouger, pour qu'elle dore bien. Retournez-la et laissez de nouveau 3 à 5 min. Ajoutez les oignons, les épices, le sucre et le miel. Laissez cuire 10 min. Versez de l'eau tiède à mi-hauteur, salez, poivrez. Couvrez et laissez mijoter 45 min sur feu très doux. Environ 10 min avant la fin de la cuisson, retirez le couvercle pour que la sauce réduise légèrement. Conseil : pour demander au boucher un mélange d'épaule, de flanchet et de tendron découpés en gros cubes. En accompagnement, vous pouvez servir par exemple des céréales gourmandes aux dés de courgettes. Pour d'autres recettes de plats mijotés, c'est ici (clic).



Bon appétit !

HOROSCOPE



Du 21 Mars Au 21 Avril

Bélier

En amour, vous saurez faire preuve d'originalité et de fantaisie grâce aux charmants influx de Saturne. Ceci devrait enchainer votre conjoint ou partenaire, qui commençait à ressentir la monotonie de certaines nuits.



Du 21 Avril au 21 mai

Taureau

Quelques-uns de vos projets professionnels ont échoué, ou plutôt n'ont pas abouti, et vous vous en prenez au monde entier. Mais ne vous est-il jamais venu à l'esprit que c'était peut-être vous-même le responsable de vos échecs ?



Du 21 mai au 21 juin

Gémeaux

Cette fois, tout en étant déjà lié, vous ne pourrez guère vous empêcher de vous attirer les bonnes grâces de l'autre sexe. Pour l'instant, il va falloir faire un effort de retenue, car la planète Saturne réprime ce type de comportement débridé.



Du 21 juin au 23 juillet

Cancer

La présence de la planète Vénus bien aspectée vous garantira une vie affective harmonieuse, paisible et sécurisante comme vous l'appréciez. La ferveur ne sera pas exclue, bien au contraire. Vous connaîtrez des moments intenses



Du 23 juillet au 23 août

Lion

Le climat conjugal se réchauffera singulièrement. Ce ne sera pas encore la passion torride entre vous et votre conjoint ou partenaire, mais les choses auront tendance à s'améliorer à vue d'oeil. Encore un peu d'efforts



Du 23 août au 23 sept.

Vierge

Vous aurez à faire front commun avec votre partenaire pour prévenir l'invasion par la famille, certains de ses membres ayant tendance à s'incruster. Agissez avec tact et diplomatie, mais aussi avec fermeté afin de préserver l'intimité



Du 23 sept au 23 oct.

Balance

Votre vie de couple occupera encore le centre de vos préoccupations. La passion sera au rendez-vous pour beaucoup de natifs, alors que des dissensions mineures affecteront la vie de quelques couples. Si vous êtes un coeur solitaire



Du 23 oct. au 22 nov.

Scorpion

En couple, cette fois, jouez à fond la carte de la sincérité et de la transparence. Vu cet environnement planétaire, ce sera le meilleur moyen de consolider les liens qui vous unissent à votre conjoint ou partenaire.



Du 22 nov. au 21 dec.

Sagittaire

Aujourd'hui, vous aurez de grandes chances de faire une rencontre amoureuse très importante. Profitez de cette opportunité pour sortir de votre solitude et pour embellir votre vie. Si vous vivez actuellement une relation avec un partenaire



Du 21 dec. au 20 jan.

Capricorne

Aucune planète ne venant troubler votre secteur couple, on pourrait vous croire abonné à la quiétude conjugale. En fait, ce ne sera vrai qu'en partie. Mars en effet peut vous souffler des comportements dirigistes



Du 20 jan. au 19 février

Verseau

Côté rencontres amoureuses, c'est vous, célibataires, qui prendrez les initiatives. Celle de tester votre pouvoir de séduction sans chercher plus loin, ou de sortir le grand jeu si vous croisez quelqu'un qui vous plaît vraiment.



Du 19 février au 21 Mars

Poissons

Vous aurez envie de faire davantage plaisir à la personne qui partage votre vie. Parmi vos bonnes résolutions ? Rentrer plus tôt du travail, participer de plus près à la vie de la famille, et faire preuve d'une meilleure écoute à l'égard de votre conjoint !

WWW.lecombat.fr

Conseil santé

Conseil santé / éviter le stress



Des études ont montré des liens entre le stress et de nombreuses conditions de santé, y compris l'obésité, les maladies cardiaques, le diabète et l'asthme. Ce sont les signes silencieux que le stress vous rend malades. Bien qu'il soit évident que le stress a un effet néfaste sur la santé, les médecins sont notoirement de mauvais exemples, car ils ne suivent pas leurs propres conseils. « Nous demandons à nos patients d'éviter le stress, de ne pas travailler trop fort, d'équilibrer leur vie professionnelle et personnelle, etc. Pourtant, beaucoup d'entre nous qui donnons ce conseil l'ignorons complètement pour nous-mêmes. Nous le donnons, car il est probablement vrai, mais il est difficile de le suivre, » a déclaré Robert M. Wachter, MD, professeur et président associé du département de médecine de l'Université de Californie, à San Francisco, dans une interview accordée à The Wall Street Journal.

Ligue des champions CAF / l'Étoile du Sahel et Al Ahly derniers qualifiés

On connaît désormais les huit finalistes des quarts de finale de la Ligue des champions africaine suite à la sixième et dernière journée de la phase de poule de ce samedi 1er février. Les Égyptiens d'Al Ahly et les Tunisiens de l'Étoile du Sahel sont les deux dernières équipes à valider leur qualification.

Mais il restait toutefois deux tickets pour les quarts à aller chercher dans le groupe B où trois équipes pouvaient encore prétendre à la qualification. L'Étoile du Sahel a fait le boulot en s'imposant 2-0 à domicile face aux Zimbabwéens du FC Platinum. Grâce à des buts de Ka-

rim Aribi et Malek Baayou, les Tunisiens se sont assurés la première place de leur groupe sans trembler. Al-Hilal échoue près du but Mais le match le plus indécis de cette journée aura peut-être été celui opposant Al-Hilal Omdurman à Al Ahly. Avec la victoire de l'Étoile Sportive du Sahel, les Soudanais devaient absolument l'emporter face aux Cairotes mais ils n'ont pas pu faire mieux qu'un match nul 1-1 arraché à la 96e minute par Abdelrazig Omer après l'ouverture du score des Égyptiens par Mohamed Magdy à la 48e. Avec ce nul, Al Ahly s'est fait peur mais a assuré sa deuxième place et sa qualification pour les quarts. Al-Hilal pourra cependant nourrir des regrets car avec neuf points,

soit un de moins que les Égyptiens, le tirage au sort des quarts de finale aura lieu mercredi 5 février au Caire et pour la première fois de l'histoire de la compétition, les huit clubs à atteindre les quarts de finale ont remporté au moins une fois la Ligue des champions africaine.

Samedi 1er février:

Mamelodi Sundowns 1-0 Wydad Casablanca
Primeiro de Agosto 0-0 Zamalek
TP Mazembe 3-1 Zesco United
USM Alger 2-2 Petro de Luanda
JS Kabylie 1-0 Espérance Tunis
Raja Casablanca 1-0 AS Vita Club
Al-Hilal Omdurman 1-1 Al Ahly
Étoile du Sahel 2-0 FC Platinum
yptiens, les Soudanais échouent à la troisième place du groupe B.

À Monaco, Keita Baldé rugit de nouveau



Peu utilisé depuis le début de saison, Keita Baldé a offert la victoire à l'AS Monaco face à Reims (2-1), ce samedi 4 janvier, en 32e de finale de Coupe de France. L'international sénégalais a inscrit son premier doublé avec l'ASM et espère profiter de l'arrivée de Robert Moreno sur le banc pour devenir, enfin, indiscutable.

En deux matchs, Keita Baldé a inscrit autant de buts (3) que lors des quinze précédents. En deux matchs, l'international sénégalais a montré que son association avec Wissam Ben Yedder et Gelson Martins pouvait faire des étincelles. Ce samedi 4 janvier 2020, le trident a été pour la deuxième fois de suite l'artisan de la victoire monégasque face à Reims (2-1) en 32e de finale de Coupe de France : Keita Baldé a inscrit un doublé grâce notamment à une offrande de Ben Yedder sur l'ouverture du score. Déjà buteur lors de la rencontre

précédente face à Lille en championnat (5-1), le numéro 14 de l'ASM s'entend bien sur le terrain avec ses deux compères d'attaque. Les trois joueurs se trouvent facilement, combinent, marquent et se délivrent mutuellement des passes décisives. Pour son premier match sur le banc de Monaco, l'entraîneur espagnol Robert Moreno a donc décidé, ce samedi, de ne pas chambouler une attaque qui avait fait bonne impression juste avant la trêve.

Keita Baldé en a profité. Son but au bout du temps additionnel face à Reims pourrait marquer un tournant dans sa saison, lui qui n'a disputé que quatre matchs de Ligue 1 dans la peau d'un titulaire concurrence féroce en attaque

Après son prêt d'un an à l'Inter Milan, où il n'a marqué que 5 buts, le « Lion » est revenu cet été à Monaco sur la pointe des pieds. Son club, désireux de retrouver les sommets de la Ligue 1 après une saison galère, s'est renforcé offensivement

avec les arrivées du Français Wissam Ben Yedder et de l'Algérien Islam Slimani. Un duo qui s'est tout de suite mis en évidence, reléguant Keita Baldé sur le banc. Ses bouts de match et ses rares titularisations, souvent en position d'avant-centre, n'ont pas convaincu. Mais, son repositionnement sur l'aile gauche début décembre a coïncidé avec son retour en forme. Joueur de profondeur, le natif d'Arbúcies en Espagne, profite des espaces laissés par le virevoltant Ben Yedder et démontre qu'il est capable d'être régulier, à condition de jouer: quand il est aligné d'entrée, le Sénégalais de 24 ans marque plus d'une fois sur deux (4 buts en 7 titularisations toutes compétitions confondues).

Un gage de réussite qui pourrait laisser Islam Slimani sur le banc. L'Algérien, qui n'a plus marqué depuis le 24 novembre fait pour l'instant les frais du retour sur le devant de la scène de Keita Baldé, bien décidé à y rester.

Brèves

CHAN 2020 la Libye repêchée, la Tunisie suspendue deux ans

La Confédération africaine de football a annoncé le repêchage de l'équipe de Libye pour la phase finale du prochain Championnat d'Afrique des nations (CHAN 2020) qui se déroulera du 4 au 25 avril au Cameroun. Les Libyens prennent la place de Tunisiens qui les avaient sortis en éliminatoires. Des « Aigles de Carthage » qui ont renoncé à disputer le CHAN 2020. Une sélection tunisienne qui a, au passage, écopé de 50.000 dollars d'amende et qui sera suspendu pour le CHAN 2022 prévu en Algérie.

La star Ronaldo lance une ligne de lunettes avec Lapo Elkann

Le quintuple Ballon d'Or Cristiano Ronaldo, star de la Juventus et véritable phénomène de marketing, va lancer sa première ligne de lunettes avec le groupe Italia Independent, fondé par Lapo Elkann, l'un des héritiers de la dynastie Agnelli. Selon Forbes, Cristiano Ronaldo a engrangé l'an passé 109 millions de dollars de revenus (99 millions d'euros), dont 44 millions via du sponsoring. Il est notamment sous contrat depuis 2004 avec l'équipementier américain Nike.

FCoronavirus / le Premier ministre japonais promet des mesures avant les JO

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a promis lundi que l'épidémie de coronavirus qui a déjà tué plus de 360 personnes en Chine n'aurait pas d'impact sur le déroulement des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo cet été.

M. Abe s'est engagé à travailler avec les instances internationales, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour s'assurer que la préparation de ces grands événements sportifs ne soit pas entravée.

«En coordonnant nos actions avec l'OMS et les autres organisations concernées, nous prendrons les mesures nécessaires afin que les préparatifs se poursuivent à un rythme soutenu», a déclaré M. Abe devant le Parlement. Les responsables japonais chargés des sports et des Jeux olympiques vont se réunir plus tard dans la semaine pour discuter de l'épidémie et des initiatives prises par Tokyo pour empêcher une propagation plus large du nouveau virus apparu en Chine voisine, a précisé le ministre des Jeux olympiques Seiko Hashimoto.

Les autorités japonaises ont émis une mise en garde contre les voyages non indispensables en Chine et refusent l'entrée au Japon des étrangers ayant récemment séjourné dans la province du Hubei, l'épicentre de l'épidémie.

Le gouvernement a affrété trois avions pour rapatrier 565 ressortissants japonais de Wuhan, ville du centre de la Chine la plus touchée par le virus.

La gouverneure de Tokyo Yuriko Koike s'est engagée de son côté à prendre des mesures strictes contre les maladies infectieuses.

Les inquiétudes suscitées par la propagation du virus ont conduit à l'annulation en Chine d'épreuves de qualification pour les jeux Olympiques, dont celles de boxe et de badminton.

People

Meghan Markle et Harry appellent à la gentillesse sur Instagram



Désormais installés au Canada, Meghan Markle et le prince Harry ont subtilement tenté d'apaiser les esprits en appelant à la « gentillesse » envers les autres dans leurs stories Instagram.

Ils sont aujourd'hui libres. Libres de vivre comme bon leur semble, de travailler, de communiquer. Mercredi 29 janvier, sur leur compte Instagram, « Sussex royal », Meghan Markle et le prince Harry ont diffusé quelques stories sur leur engagement et leur soutien envers l'association « Bell », qui se consacre à la santé mentale. Sur les sept photos partagées, on y voit plusieurs personnes, tenant dans leurs mains des pancartes taguées de messages d'encouragement, d'amour, de bienveillance.

« Soyez là les uns pour les autres », « Soyez gentils avec toutes les personnes que vous rencontrez », ou encore « Nous sommes tous ensemble » et « La gentillesse ne coûte rien ». Voilà les quelques mots d'indulgence communiqués par le couple, qui sonnent comme un message subliminal.

Le prix de l'indépendance

C'est en tous cas ce que les internautes ont perçu dans cet élan de solidarité et de tolérance relayé par les Sussex. En effet, depuis que Meghan Markle et le prince Harry ont annoncé leur souhait de se retirer de la vie publique royale britannique, les critiques et les commentaires malveillants à leur encontre fusent. Si le duc et la duchesse de Sussex ont fait le choix d'une nouvelle vie au Canada, loin de la famille royale, c'est en partie à cause de la pression médiatique à laquelle Meghan Markle était constamment soumise depuis son mariage avec le prince Harry, en mai 2018. Une pression rappelant celle que subissait la mère de ce dernier, Lady Di. C'est pourquoi le prince Harry n'a pas eu d'autre choix que d'éloigner sa famille des médias. « Une grande tristesse » mais « une décision nécessaire », comme il l'expliquait dans son dernier discours, le 19 janvier dernier, au Royaume-Uni.

Nacho Figueras, un ami proche d'Harry a d'ailleurs révélé dans une interview accordée à la chaîne « ABC », que le duc de Sussex « a beaucoup souffert de tout ce qu'il lui est arrivé et souffre des gens qui le jugent ». « Harry, c'est juste un père... un gars qui essaye de protéger son petit et sa lionne », a-t-il ensuite confié dans le même entretien.

Jeux mots fléchés 137

gratifiera	mit sur un siège	arrêt sanguin	annexe de testament	petit mais têtue	bonne colle	volera
extraordinaire	tabellion	applique	collera		risqua un bourgeois	
fainéant				autrefois S.D.N.		vieil indien
cuisaient à feu vif				du vieux continent		ville de Chaldée aseptiseraient
domptée groupe de graines			réduction du cuivre	bañole		
		diraient rituellement	fit feu	pièce de charrie	à peine	
étude des reptiles pages de canards			raz de marée		aussi	indication de matière
			poudres à poudre poutre de navire			
organisant	trompée administratrice			cours de Pontoise		
				attendris	à moi	
bougea			joint calme entre marées	employés		couleur de visage
bière belge					lettre grecque déesse marine	
		enfile pli final		Irlande en V.O.		matières de bougies
	totalisais			bébé jars		
mauvaise cosmétique			Baba pour un intime émétique		enduit d'huile	
désinfecte sous-traitre					du printemps à l'automne éclairci	
		monnaie mexicaine génitrice			berque	nommer par vote
					coudé	
rapetassas	principe spirituel bien plus nuisible		étourdir outil de maçonnerie			
				métal de paillette	51 à Rome donc à régler	
liqoteras				grâce		
sans éclat				siège d'arène groupe étoilé		bison d'Europe
		paume				
partie de match		un peu attardées				

Solution Mots fléchés 136

• M • E • E • L • E • R • R
K I D N A P P I N G • I S E
• R E T R A I T E M E N T S
M O M E R I E • G O R G E S
• B U R E S • G O N G • R U
M O N E T • P A C T O L E S
• L I N E A I R E • T I • C
P A R T • B L E S S E R A I
• N A • S E L S • I R A I T
E T I R E R A • G R A I N E
• • E A U • S U R E • T E R
C I N G L E • S E N E • S A
• S T E E P L E • E S T • I
L O • A M I E • A S S E N E
• L A • E N V O L • O T A N
M A R I N E R • E R R E N T
• T R O T T A I • I • R A •
P I O N • T U L L E S • N E
• O S • C E T O I N E S • T
A N E T H • S T O • T I A N
• S E R U M • E N V E R R A

PENSÉE DU JOUR

« Il ne faut pas prendre les gens pour des cons, il y a déjà assez de cons qu'on prend pour des gens. »

Guy Bedos

HUMOUR



An Bé Gnogon Bolo
On est ensemble

Malitel
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1^{ER} OPÉRATEUR GLOBAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.officiel